



L'aide au développement de l'Union européenne au Mali



Octobre 2020

L'Union européenne (UE) accompagne le gouvernement et la population du Mali depuis son indépendance.

En complément d'un appui **diplomatique** pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015, ainsi que pour faire face à la crise dans le Centre du Mali, l'UE a développé **une approche multisectorielle**. Outre un appui au secteur de la **sécurité**, l'UE intervient aussi

via le financement d'actions **humanitaires** (pour répondre aux besoins urgents des populations vulnérables) et de **développement** (pour un développement durable et structurel).

Le présent document décrit dans les grandes lignes les programmes et projets de développement en cours bénéficiant d'un financement de l'UE.

La coopération UE au Mali = 1309,4

| Les secteurs d'intervention | | Les sources de financement |
|--|---------------|--|
| Réforme de l'Etat & Etat de droit & Sécurité | 587,85 | FED - Fonds Européen de Développement |
| Infrastructures | 369,9 | FPI |
| Développement rural | 240,4 | Budget Commission |
| Education | 60 | Sous-total |
| Secteur privé et économie | 31 | 1084,9 |
| Appui à la société civile et aux droits de l'homme | 24,75 | FFU - Fonds Fiduciaire d'Urgence pour le Sahel |
| Instruments de la politique étrangère (FPI) | 29,5 | TOTAL (EUR millions) |
| TOTAL (EUR millions) | 1343,4 | 1343,4 |

L'essentiel de la coopération au développement de l'Union européenne au Mali provient, historiquement, du **Fonds Européen de Développement (FED)**. Ce Fonds, alimenté par des contributions directes des Etats membres de l'UE et géré par la Commission européenne, alloue une enveloppe pluriannuelle aux territoires d'outre-mer ainsi qu'à 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique partenaires, dont le Mali. Le FED remonte à la création de la Communauté européenne en 1957.

Depuis le premier projet signé en 1958, **le Mali a bénéficié d'environ EUR 3,5 milliards provenant du FED**. Le 11^{ème} FED, couvrant la période 2014-2020 alloue au Mali une enveloppe EUR 665 millions. Il se concentre sur quatre secteurs: réforme de l'Etat et consolidation de l'Etat de droit; développement rural et sécurité alimentaire; Education; Infrastructures.

En parallèle, la Commission européenne finance de nombreux projets à partir de son budget propre, dans des secteurs prioritaires: environnement, sécurité alimentaire, appui à la société civile et aux autorités locales, droits de l'homme, etc.

En 2015, pour faire face à la crise migratoire connue par l'Europe, l'UE a mis en place un **Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) pour l'Afrique**, abondé principalement par l'UE et ses Etats membres. L'objectif de ce Fonds est de financer des projets, en complément des financements UE existant, qui permettent de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière.

Il est important de souligner que tous les projets et montants mentionnés ici sont des dons.

Délégation de l'Union européenne en République du Mali

Quartier du Fleuve - Immeuble UATT
BP 115
Bamako, MALI

Pour plus d'informations:

delegation-mali@ec.europa.eu
Tél. : (223) 44 92 92 92
Fax : (223) 44 91 91 91

Réforme de l'Etat & Etat de droit & Sécurité – 587,85 M€

| | |
|---|--|
| Appui à la consolidation de l'Etat du Mali SBC II et SBC III 2015-2020 390 M€ | <p>Ce programme soutient le gouvernement du Mali à travers un appui budgétaire de 256,3 Milliards de FCFA. Il s'inscrit dans la continuité du précédent appui budgétaire consacré à la consolidation de l'Etat du Mali et représente plus d'un tiers du montant total du programme indicatif national consacré au Mali pour la période 2014-2020. Ce financement sert à:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Renforcer l'appui de l'UE à la mise en œuvre de l'Accord de Paix, l'UE étant membre de la médiation internationale; ii) Appuyer la mise en œuvre des stratégies et plans de développement et de réduction de la pauvreté au Mali et garantir les services sociaux de base, en se focalisant surtout sur la sécurité alimentaire et l'éducation; et iii) Contribuer à la poursuite des réformes entamées par le Gouvernement et ainsi renforcer le dialogue politique entre le gouvernement du Mali et l'UE. |
| Programme ligne thématique d'appui aux Autorités Locales AL 2017-2022 8,2 M€ | <p>Ce programme est constitué de 5 contrats de subvention avec les Conseils Régionaux du Centre et Sud du Mali, et d'un contrat de suivi et capitalisation avec le service étatique responsable des collectivités territoriales. Ces activités renforcent les capacités et le leadership des Conseils Régionaux dans la maîtrise d'ouvrage du développement économique territorial et régional par la réalisation d'investissements. Ce projet est aligné sur les politiques nationales de décentralisation et sur les dispositions de l'Accord de Paix prônant un rôle renforcé des collectivités territoriales (Conseils Régionaux, Association des Municipalités du Mali, et Association des Régions du Mali).</p> |
| Programme d'appui au secteur de la justice au Mali PAJM 2013-2020 12 M€ | <p>Ce programme contribue à la construction et au renforcement d'un système de justice indépendant, impartial et équitable pour tous les citoyens maliens. Il répond à trois défis de gouvernance dans le secteur: la performance, la crédibilité et l'accès. La première composante du programme vise à optimiser les performances des structures judiciaires grâce à la mise en place d'une gestion efficace des juridictions et un appui à la formation à tous les niveaux du personnel judiciaire; la seconde s'attèle à doter le système judiciaire d'un cadre fonctionnel de contrôle et de supervision, et à lutter contre l'impunité; la troisième cible l'accès à la justice en finançant la réhabilitation ou la construction d'infrastructures judiciaires dans les zones jugées prioritaires.</p> |
| Programme d'appui à la justice au Mali II PAJM II 2020-2023 6,7 M€ | <p>L'objectif principal de ce projet est de renforcer l'Etat de droit et rétablir le lien de confiance avec les justiciables. Il vise d'une part à améliorer les conditions de détention des femmes, hommes et mineurs incarcérés au Mali et à veiller au respect de leurs droits et de leur dignité. Il s'attache d'autre part à encourager une justice plus rapide, indépendante, impartiale, équitable et respectueuse des droits humains, notamment à travers la redéfinition des curricula de formation des personnels de justice.</p> |
| Programme d'actions à impact rapide pour la stabilisation des régions du Centre Mali PAIR 10 M€ | <p>Ce projet vise à appuyer les institutions malienヌes au niveau central et régional dans le suivi et la mise en œuvre du PSIRC au niveau des trois composantes (développement, gouvernance, communication) et à assurer la coordination avec la Mission EUCAP Sahel Mali, mandatée pour appuyer la composante sécurité. Dans le cadre de cette action l'UE :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) finance la construction de 5 Pôles de sécurité, de développement et de gouvernance dans le centre du Mali ; ii) met à disposition une assistance technique auprès des gouverneurs des régions du Centre et du Secrétariat Permanent (dont les fonctions sont de faciliter le partage des informations et la coordination entre les autorités nationales, ainsi que d'appuyer le Secrétaire permanent dans la planification et le suivi opérationnel de la stratégie de stabilisation au Centre). |
| Projet Mali-Centre pour la sécurité et le développement 2018-2021 3 M€ | <p>L'objectif global de cette Action est de poser un diagnostic précis des besoins sécuritaires et de développement des populations dans la région Centre : i) en soutenant les bases d'un dialogue constant avec les autorités malienヌes et leurs partenaires européens engagés sur ces questions; ii) en mettant en place les mécanismes permettant une analyse continue de la situation dans ces zones. Des recherches thématiques permettront d'obtenir une compréhension fine des dynamiques favorisant, ou non, la sécurité. Elles permettront également d'identifier les points où les programmes intervenant au Centre du Mali dans les domaines de la sécurité et du développement - en particulier le Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre (PSIRC), le Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité (PARSEC) et le Programme Jeunesse et Stabilisation dans les régions Centre du Mali (PROJES) - qui pourraient jouer un rôle positif important dans les zones retenues.</p> |

| | |
|---|--|
| Prévention des conflits au Centre du Mali par le dialogue 2018-2021 1,95 M€ | En appui au Plan de Sécurisation Intégré des Régions Centre (PSIRC), et sur mandat de la Primature, le projet accompagne les autorités maliennes dans la mise en place d'un mécanisme permanent de dialogue, en amont et en aval du redéploiement des services publics dans les régions de Mopti et Ségou. Ces dialogues réunissent des représentants des autorités régionales et locales, des FDS et des représentants communautaires. |
| Appui à l'Ordonnateur National CONFED / TCF 2015-2022 6,9 M€ + 4M€ | L'Union Européenne fournit avec ce programme une assistance au Gouvernement du Mali dans son rôle lié à la mise en œuvre du Fonds Européen de Développement. Cela prend deux formes: un appui à la Cellule de l'Ordonnateur National du FED (CONFED), dont le volet en cours représente un budget de 6,9 M€ pour la période 2015-2021, ainsi qu'une Facilité de Coopération Technique (TCF) dont le volet en cours (le 6ème) représente un budget de 4 M€ pour la période 2018-2021. |
| Renforcement des capacités du Conseil des Investisseurs Européens au Mali CIEM 2020-2021 100 000 € (CSO-LA/2020) | L'objectif général du projet est de contribuer au renforcement des capacités du Conseil des Investisseurs Européens au Mali pour améliorer la qualité et l'efficacité du dialogue avec les autorités maliennes, afin de promouvoir un climat propice au développement des entreprises européennes et maliennes au Mali. Les objectifs spécifiques du projet sont : i) améliorer la qualité et l'efficacité du fonctionnement du CIEM ; ii) appuyer efficacement les entreprises européennes au Mali (ou celles désireuses de s'y installer) en offrant des services de qualité ; iii) renforcer la capacité de plaidoyer du CIEM et promouvoir un dialogue politique efficace pour améliorer le climat des affaires propice. |
| Appui à la réconciliation et à la résolution de conflits au Mali ARCOMA 2014-2021 5M€ | Ce projet appuie les efforts nationaux pour la consolidation de la paix. Il repose sur deux piliers : i) le sauvetage - suite à leur destruction durant l'occupation - du patrimoine culturel des régions du Nord : mausolées, mosquées et patrimoine documentaire (manuscrits anciens); ii) par ailleurs, la réconciliation, le retour de la paix, de la stabilité et de la cohésion entre les différentes communautés au Mali et plus particulièrement dans les régions affectées par la crise sécuritaire. Il s'agit spécifiquement d'appuyer le Ministère de la Réconciliation Nationale dans la mise en œuvre de son plan d'action, notamment l'opérationnalisation de ses mécanismes de dialogue. |
| Projets complémentaires dans ce secteur financés par le FFU | |
| Appui au Développement Economique Local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao ADEL 2019-2022 13 M€ | Le projet ADEL soutient le retour des services de base de l'Etat en incluant les populations locales, à travers des projets économiques locaux dans différents domaines (agriculture, élevage, pêche, artisanat...) afin de créer des opportunités d'emploi dans des zones éprouvées par une situation économique difficile et un contexte sécuritaire fragile. Les autorités locales bénéficient d'un soutien pour la prévention des conflits, ce qui contribue à rétablir la confiance entre l'Etat et la population. |
| Sécurité humaine et Développement au Nord Mali Phase 2 SDNM II 2016-2021 13 M€ | Ce projet contribue au retour à la paix dans les zones d'intervention (Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et Tombouctou) en facilitant l'investissement public et en soutenant le redémarrage de l'activité économique. La première composante est un fonds d'investissement local qui vise des actions rapides pour restaurer l'accès aux services publics sociaux de base ou la relance des activités économiques. La seconde composante est un appui aux collectivités territoriales pour les différentes étapes de la gestion de ces projets. |
| Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et Gao et à la gestion des zones frontalières PARSEC 2017-2020 29 M€ | Ce projet soutient la présence de l'Etat dans les régions d'intervention et à Bamako, à travers les douanes, la protection civile et l'ensemble des forces de défense. Une seconde composante du projet portera sur la gestion des espaces frontaliers par les services de l'Etat incluant la gestion des flux de personnes et de biens ainsi que la coopération transfrontalière. |
| Programme Jeunesse et Stabilisation, régions du centre du Mali PROJES 2018-2021 30 M€ | Ce projet vise à permettre le redéploiement des services de base dans les régions de Ségou et de Mopti (santé, éducation, formation professionnelle...) à travers la construction ou rénovation de bâtiments publics dans ces différents secteurs. Par ailleurs, le projet cherche à redynamiser le secteur privé local afin de favoriser l'emploi des jeunes, notamment à travers des appels à manifestation d'intérêt destinés aux acteurs de la société civile spécialisés dans ce type d'initiatives. Il est mis en œuvre par la GIZ. |

| | |
|--|---|
| Gestion des migrations Migration 2017-2021 15 M€ | Ce projet couvre 14 pays de la sous-région. Au Mali, via l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), il renforce les capacités du Ministère des Maliens de l'Extérieur à gérer les flux de migrants au départ ou en transit, particulièrement sur les points névralgiques tels que Kayes, Gao et Bamako. Il inclut aussi des activités d'appui au retour et à la réintégration dans les communautés d'origine des migrants qui en expriment le besoin (21.900 bénéficiaires envisagés). Une deuxième composante, mise en œuvre par l'Agence de Coopération espagnole- AECID, soutient les actions du Ministère des Maliens de l'Extérieur dans ses efforts de sensibilisation des migrants sur les risques de la migration irrégulière mais aussi sur les opportunités de migration régulière, notamment dans la sous-région. |
| Programme d'appui au fonctionnement de l'Etat civil au Mali: Appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé Etat Civil 2017-2021 25 M€ | Ce projet vise à faciliter la diffusion des services d'état-civil malien par la mise en place d'un système d'information et de gestion sécurisé, à même d'être exploité par les administrations utilisatrices (hôpitaux, mairies, consulats...). Il s'agit principalement d'aider à la mise en place d'un système central d'état civil sécurisé, qui puisse être régulièrement mis à jour par les centres d'état civil au niveau local. Le projet est mis en œuvre par la CTB et par CIVIPOL. |
| Groupes d'Action Rapide - Surveillance et Intervention au Sahel GARSI 2019-2021 15 M€ | Ce projet vise à contribuer à la stabilisation des zones affectées par l'insécurité dans les pays du G5 et le Sénégal, moyennant le renforcement des capacités opérationnelles des autorités nationales et l'amélioration du contrôle effectif du territoire, via la création d'unités (de gendarmerie au Mali) robustes, flexibles, mobiles, multidisciplinaires et autosuffisantes dans les pays du G5 Sahel et au Sénégal. Ces Groupes sont appuyés par un projet européen régional (pays du G5 sahel + Sénégal) et le projet est mis en œuvre par la Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIIAPP). |

Infrastructures – 369,9 M€

| | |
|---|--|
| Appui au Programme Sectoriel des Transports - Désenclavement du Nord du Delta du Niger Route Tombouctou 2009-2022 223,7 M€ | Ce programme vise à désenclaver la région de Tombouctou fortement isolée, en vue de son intégration dans l'économie nationale à travers la construction d'une route de 565 km entre Niono et Tombouctou, permettant ainsi une liaison entièrement bitumée entre Bamako et cette région. De plus, ce projet contribue à l'amélioration des performances du secteur des transports afin d'augmenter les échanges commerciaux et la mobilité des biens et des personnes. |
| Aménagement routier de la tranche malienne de la Transsaharienne Route Bourem-Kidal 2018-2022 70 M€ | Ce projet permettra de relier le Mali à la route Transsaharienne côté Algérie, afin de favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays et de renforcer la cohésion sociale et sécuritaire des régions du nord du Mali. Il prévoit notamment la construction d'une route bitumée de 252 km reliant Hombori à Gao et d'une seconde route bitumée de 286 km reliant Bourem à Kidal (partie financée par l'UE) en passant par Anefis. Ce projet est mis en œuvre par la BAD. |
| Préservation du patrimoine routier tout en créant de l'emploi HIMO 2015-2021 20 M€ (sur 24,5M€) | Ce projet vise à renforcer l'entretien courant pour améliorer l'état du réseau routier, et à générer de l'emploi et des revenus chez les populations les plus défavorisées à travers l'utilisation des travaux à haute intensité de main d'œuvre dans les activités d'entretien routier. Le projet comporte deux volets : i) des travaux d'entretien routier s'intégrant dans le processus national; ii) le renforcement de capacités de l'administration et des PME à travers des séries de formation délivrées par l'Institut national de formation en bâtiment et travaux publics. Ce programme est mis en œuvre par l'Autorité routière. |
| Projet d'approvisionnement en eau potable de Bamako à partir de la localité de Kabala Kabala 2016-2021 18 M€ (sur 107 M€) | Ce projet vise à assurer l'approvisionnement adéquat et durable en eau potable de la ville de Bamako et de ses environs. La composante "Production" du projet de Kabala porte sur la réalisation d'une station de traitement d'eau d'une capacité de 288.000 m ³ /j. Le projet est financé à hauteur de 50 millions d'EUR par la Banque Européenne d'Investissement, de 39 millions d'EUR par l'Agence Française de Développement et de 18 millions d'EUR par l'Union européenne. |

| | |
|---|---|
| Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau potable et l'Assainissement, Phase 3 PACTEA III 2019-2028 11,5 M€ | Ce programme contribue à l'amélioration durable de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le respect d'une gestion intégrée et durable des ressources en eau pour 160 000 personnes dans les centres ruraux et semi-urbains des régions de Sikasso et Ségou. Il prévoit la réalisation de systèmes d'adduction d'eau potable et la construction d'ouvrages d'assainissement dans 28 villages. |
| Doublement de la ligne haute tension 225 kV reliant la centrale hydroélectrique de Manantali à Bamako 2017-2022 26,7 M€ (sur 352 M€) | Ce projet vise à (i) permettre le transport de l'énergie produite par les centrales électriques inscrites au plan directeur 2015-2030 de l'Organisation pour la Mise en valeur du fleuve Sénégal (Gouina, centrales hydroélectriques de Koukoutamba ou Boureya en Guinée) ou raccordées au réseau (centrale solaire de Kita); (ii) contribuer à la réduction du déficit de production au Mali, à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique malien, et à la réduction de son coût de revient. Ce projet est mis en œuvre par l'Agence Française de Développement. |

Développement rural – 240,4 M€

| | |
|--|---|
| Initiative de Renforcement de la Résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources IRRIGAR 2014-2022 27,7 M€ | Cette initiative contribue à améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations à travers l'accroissement et la diversification de la production grâce à l'irrigation de proximité. Ce programme comporte deux composantes : i) la réalisation d'infrastructures et ii) le renforcement des capacités techniques et organisationnelles, qui sont mises en œuvre respectivement par la KFW et la GIZ. Une seconde phase du projet, financée sous le SANAD (voir ci-dessous), a été lancée en avril 2020 en collaboration avec la KFW. |
| Alliance Globale contre le changement climatique au Mali II AGCC II 2017-2023 6 M€ | Ce programme contribue à l'amélioration et à la mise en œuvre de la politique nationale sur le changement climatique. Il met l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que sur le suivi et la gestion des forêts. Il participe également, à travers des projets de subvention, à la mise en place d'activités de boisement. Ce programme est mis en œuvre par la Direction Nationale des Eaux et Forêts. |
| Contrat de Réforme Sectorielle – Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Agriculture Durable SANAD 2017-2022 76,5 M€ | Ce programme contribue à améliorer et à sécuriser les revenus des exploitations familiales, à protéger et à préserver les ressources naturelles, ainsi qu'à l'amélioration de la gouvernance à l'Office du Niger. Ce programme s'inscrit dans un cadre de développement durable combinant à la fois des interventions sur le terrain et un dialogue renforcé avec le gouvernement via un appui budgétaire sectoriel. Sa mise en œuvre est notamment assurée par la GIZ. La seconde phase du projet IRRIGAR, est financée sous le SANAD pour un montant de 4 M€. |
| Programme de Renforcement de la Sécurité Alimentaire PRORESA 2016-2022 30 M€ | Ce programme cible les régions du Nord et Centre du Mali avec des interventions d'appui institutionnel au niveau national. Il comporte trois composantes complémentaires : i) la composante 1 (10,5 M€) est mise en œuvre par la ENABEL via un Projet d'Appui à la Filière Halieutique au Mali (PAFHA) ; ii) La composante 2 (15 M€) contribue à la mise en œuvre du programme "KEY" (se tenir debout en Sonrai) dont l'objectif visé est le renforcement de la résilience des populations vulnérables dans les régions du Nord et du Centre (Mopti); iii) La composante 3 (4,5 M€) vise le renforcement du dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle et est mise en œuvre par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire. |
| Conservation écosystémique des éléphants de la région du Gourma au Mali PAPBIO 2019-2023 2,95 M€ | Ce programme cible le renforcement des systèmes de gouvernance pour protéger les éléphants du Mali et leur habitat, pour améliorer les conditions de vie locales, restaurer les écosystèmes dégradés, résoudre les conflits humains-éléphants, lutter contre le braconnage et améliorer la sécurité pluridimensionnelle, sur la réserve des éléphants du Gourma. |

| | |
|--|---|
| Contrôle des Maladies Animales Transfrontalières en Afrique de l'Ouest COMATAO 2019-2023 3,75 M€ | Ce projet a comme objectif général de contribuer à maîtriser les maladies animales transfrontalières ayant un impact sur la santé animale et humaine, à travers quatre résultats : i) la connaissance du statut épidémiologique des pays, ii) l'accès aux médicaments vétérinaires, services bio médicaux et aux vaccins de qualité, iii) la coordination des campagnes de vaccination le long des corridors et entre les pays, iv) l'élaboration et la mise en œuvre du plan régional de lutte contre les maladies à transmission vectorielle. |
|--|---|

Projets complémentaires dans ce secteur financés par le FFU

| | |
|---|--|
| Projet d'Appui à la filière de l'Anacarde au Mali PAFAM 2016-2022 13,5 M€ | Ce projet vise à améliorer de manière durable les conditions de vie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations bénéficiaires dans les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso. Il contribue à la création d'opportunités économiques notamment à travers des emplois dans la filière anacarde, permettant ainsi une réduction de l'émigration irrégulière. |
| Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel PDU 2020-2024 74 M€ | Ce programme a pour objectif l'amélioration des conditions de vie et de la résilience des populations vulnérables, ainsi que la cohésion sociale, notamment à travers le développement de l'accès à l'eau dans les régions les plus fragiles des pays du G5 Sahel. Au Mali, il est mis en œuvre par IRC, ACF, GIZ, et Handicap International. À travers la médiation communautaire, il vise l'amélioration de la cohésion sociale et le règlement des conflits liés aux ressources agro-pastorales le long des routes de transhumance, dans les zones transfrontalières en particulier (zone des trois frontières). Le programme mettra en œuvre des filets sociaux, fera la promotion des pratiques optimales d'alimentation, contribuera au renforcement des services déconcentrés de l'Etat dans le domaine de la prévention et de la prise en charge de la malnutrition. Enfin il accompagnera des activités génératrices de revenus, en soutien à la santé animale, à la commercialisation des produits de l'élevage, et réalisera des forages. |

Education – 60 M€

| | |
|---|---|
| Programme d'Appui à l'Enseignement Fondamental PROF 2016-2021 20 M€ | Ce programme est mis en œuvre avec le Ministère de l'Education Nationale. Il soutient l'enseignement fondamental (7-12 ans) à travers i) l'amélioration de la qualité (formation initiale et formation continue des enseignants, élaboration de curricula et autres outils, appui à la supervision), ii) la décentralisation du système éducatif, ainsi que iii) l'accès à l'école via une stratégie de scolarisation accélérée pour des enfants déscolarisés précoce ou non scolarisés. |
| Programme d'Appui à l'Inclusion Scolaire au Mali PAIS 2018-2022 40 M€ | Ce programme vise à lutter contre la non scolarisation et la déscolarisation des enfants du premier cycle de l'enseignement fondamental au Mali. Sous la direction du Ministère de l'Education Nationale, avec l'UNICEF et IRC/NRC, il prévoit la construction/réhabilitation de salles de classe, de points d'eau et de sanitaires, le développement de capacités du personnel enseignant, la mise à disposition de matériel pédagogique, la formation et la sensibilisation des communautés à travers notamment les comités de gestion scolaire, et l'organisation de classes d'apprentissage accéléré pour la re-scolarisation. Il prévoit aussi la mise en place, par le PAM, de cantines scolaires, afin de lutter contre la malnutrition des enfants, d'améliorer le maintien à l'école et d'inciter les familles les plus démunies à scolariser leurs enfants. |

Secteur privé et économie – Financé par le FFU - 31 M€

| | |
|--|--|
| <p>Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine</p> <p>Diaspora</p> <p>2016-2020</p> <p>6 M€</p> | <p>Ce projet appuie la mise en œuvre de la politique sur la migration et le développement du Mali en accompagnant les initiatives de la diaspora dans les régions d'origine (en particulier les régions de Kayes et Sikasso). La première composante fait levier sur les investissements locaux pour soutenir des infrastructures socio-économiques. La seconde accompagne les promoteurs d'entreprise de la diaspora depuis la France, l'Espagne et la Côte d'Ivoire. La troisième contribue à améliorer le cadre réglementaire, fiscal et législatif des investissements de la diaspora.</p> |
| <p>L'emploi des jeunes crée des opportunités ici au Mali</p> <p>EJOM</p> <p>2017-2021</p> <p>20 M€</p> | <p>Ce projet contribue au développement des opportunités économiques et à la stabilité sociale dans les régions de Kayes, Koulikoro, Gao et le District de Bamako, notamment à travers la formation et l'insertion professionnelle. Les bénéficiaires directs du projet sont les jeunes marginalisés à risque élevé de migration, y compris les femmes (30%), ainsi que des migrants de retour (15%) pouvant être influencés par des groupes radicaux. Ce projet est mis en œuvre par la SNV conjointement avec l'Agence pour l'Emploi des Jeunes (APEJ), ICCO et WASTE.</p> |
| <p>Projet de création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques</p> <p>Mode éthique</p> <p>2017-2021</p> <p>5 M€</p> | <p>Ce projet régional (10 M€ dont 5 pour le Mali) vise le développement économique et l'emploi dans le secteur artisanal, principalement textile mais également dans le secteur de la bijouterie. En offrant des possibilités de formation et d'emplois dignes, durables et équitablement rémunérés notamment pour les femmes et les jeunes, ce projet contribuera à lutter contre les causes profondes des phénomènes de déstabilisation et de migration dans les zones d'intervention. Cette intervention permettra de créer une entreprise sociale qui sera en mesure d'accéder au marché international de la mode et qui sera totalement autonome à l'issue du projet.</p> |

Appui à la société civile et aux droits de l'homme – 24,75 M€

| | |
|--|--|
| <p>Programme d'Harmonisation et d'Innovation au Bénéfice des Initiatives de la Société Civile d'Utilité Sociale</p> <p>HIBISCUS</p> <p>2018-2022</p> <p>4,75 M€</p> | <p>Ce projet poursuit les acquis du précédent projet UE d'appui à la société civile (PAOSC II), en développant les capacités des acteurs de la société civile à différents niveaux (communautaire, ONG, groupements et plateformes). Un accent particulier est mis sur les thématiques du genre et de la décentralisation, afin de contribuer à la mise en œuvre d'un processus de décentralisation respectueux des principes de bonne gouvernance et des droits humains. Des activités innovantes d'appui aux acteurs des réseaux sociaux et aux bloggeurs sont également envisagées, pour aider la société civile malienne à rester en phase avec les jeunes citoyens de son pays.</p> |
| <p>Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme</p> <p>IEDDH</p> <p>2020-2023</p> <p>1,5 M€</p> | <p>L'objectif de l'IEDDH est de soutenir et de renforcer les organisations de la société civile, les activistes pro-démocratie et les défenseurs des droits de l'homme. Les projets au Mali portent: i) sur la protection et la réinsertion des enfants de la rue (projet mis en œuvre par le Samusocial Mali, le Samusocial International et le Centre de promotion des métiers de la chaudronnerie et de la tuyauterie - Nègè Blon) ; ii) sur la prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles en période de conflit comme de violences basées sur le genre (mis en œuvre par Avocats sans frontières France, Avocats sans frontières Mali et WILDAF Mali) ; ii) sur la veille concernant des violations de droits de l'homme, le contrôle citoyen de l'action gouvernementale et parlementaire, et le partage de l'information (journalistes, bloggeurs et avocats) via trois plateformes digitales (SIRA, Xensa et Kenekanko). L'objectif général de ce projet est de lutter contre l'impunité et la corruption (mis en œuvre par Free Press Unlimited, Amnesty Internationale Mali et la Fondation Tuwindi).</p> |
| <p>ANW KA TA</p> <p>Les maîtres coraniques en mouvement vers l'inclusion des enfants et des jeunes talibé dans la société malienne</p> <p>2020-2022</p> <p>3,2 M€</p> | <p>Cette action, mise en œuvre par le Secours Islamique France vise à contribuer à une meilleure inclusion des jeunes et des enfants talibé dans les stratégies de développement au Mali. Les organisations de maîtres coraniques (OMEC) seront renforcées dans leurs capacités de promotion de l'éducation et de la bientraitance des talibé. Trois résultats sont attendus : i) La structuration, la représentativité, la capacité d'agir et d'influencer des organisations des maîtres coraniques en faveur des enfants et des jeunes talibé, sont améliorées ; ii) La participation des organisations des maîtres coraniques dans le processus d'inclusion des écoles coraniques et des enfants et jeunes talibé dans le système éducatif, est effective ; iii) Les OMEC, leurs partenaires locaux et nationaux, favorisent la bientraitance des enfants et jeunes talibé.</p> |

| | |
|---|--|
| Initiative SPOTLIGHT 2019-2022 15,3 M€ | Ce projet contribue à renforcer la lutte pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles (VFF), des violences basées sur le genre (VBG), et des pratiques néfastes. Il vise également l'amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et de reproduction. Dans les districts de Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou, cette action met en œuvre une adaptation du cadre législatif; un renforcement des institutions; la modification des normes sociales; et assure la disponibilité de services essentiels et de qualité, de données fiables, et d'une manière générale le renforcement des mouvements féminins. |
|---|--|

| Instruments de la politique étrangère (FPI) – 29,5 M€ | |
|--|--|
| Travail avec la société civile et les autorités locales sur les couloirs de transhumance et autour des ressources naturelles. IcSP 2020-2022 3 M€ | Ce projet vise à améliorer les capacités de règlement et de prévention de conflits agropastoraux par la facilitation des espaces de dialogues. Il permettra également de créer des petites infrastructures et activités visant à apporter une contribution à la résolution des conflits identifiés, en renforçant les compétences des personnes ressources/médiateurs locaux dans ces mêmes mécanismes de résolution de conflit. |
| Projet d'appui au Comité de Suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (PACSA) IcSP 2018-2021 0,5 M€ | Ce projet vise à permettre au secrétariat du CSA de rembourser les indemnités des participants au CSA. Seules les séances ayant eu une appréciation positive de l'UE (RSUE, CdD) permettent le décaissement. |
| Capacity Building in Support of Security and Development IcSP/CBSD 2019-2020 7 M€ | Deux Projets CBSD visent à accroître le retour de l'Etat en s'appuyant sur les forces Armées Maliennes, notamment grâce au renforcement de la sécurité aéroportuaire de Mopti ainsi qu'à la construction et l'équipement d'infirmeries de garnison. |
| Soutien à l'opérationnalisation de la Composante police de la Force conjointe du G5 Sahel au Mali IcSP 2020-2021 3,5 M€ | L'action envisagée a pour objectif de contribuer à la lutte contre l'insécurité et la menace terroriste au Mali à travers un soutien à l'opérationnalisation de la BIS et un renforcement de la chaîne pénale. |
| Contribuer à la stabilisation des zones vulnérables du centre et du sud Mali par un soutien au retour de la présence de l'Etat et de ses services, à la lutte contre l'impunité et le renforcement de la société civile dans la lutte contre l'impunité et la prévention de l'extrémisme violent. IcSP 2021-2022 15,5 M€ | Ce programme a pour objectifs : i) un accès des populations aux droits et à la justice renforcé à travers les services de proximité des parajuristes et les organisations d'aides juridiques; ii) une société civile mieux organisée et mieux soutenue dans la lutte contre l'impunité au Mali. Le redéploiement des services judiciaires est amorcé dans les juridictions en région centre et permet de consolider la confiance des populations en l'Etat. Les femmes et les jeunes sont des acteurs du changement vers la consolidation de la paix dans les zones vulnérables au Mali. Ce projet visera donc à renforcer le rôle de la société civile malienne, et notamment celui des femmes et des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent dans les zones vulnérables. |